

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Rapport du Groupe de réflexion sur le retard pris dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Un rapport de l'ONU constate d'importants progrès dans l'allègement de la dette des pays les moins avancés, mais le commerce et l'aide posent encore des obstacles majeurs à la réalisation des objectifs anti-pauvreté

L'accès à la médecine et aux technologies s'est amélioré, mais il reste beaucoup à faire

Nations Unies, New York, le 4 septembre – Alors que les dirigeants du monde s'appêtent à examiner les avancées dans le domaine du développement mondial un peu plus tard ce mois-ci, un nouveau rapport des Nations Unies révèle que des progrès significatifs ont été accomplis en ce qui concerne l'allègement de la dette des pays les moins avancés, mais non la réalisation des engagements ayant trait au commerce et à l'aide au développement. Les donateurs devront augmenter leur contribution à l'aide au développement de 18 milliards de dollars par an d'ici 2010 s'ils veulent honorer les engagements pris précédemment.

Le rapport « *Résultats du Partenariat mondial pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement* » a été préparé par le Groupe de réflexion sur le retard pris dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement nommé par le Secrétaire général de l'ONU BAN Ki-moon afin de suivre la réalisation des engagements internationaux en matière d'aide, de commerce et de dette et les progrès réalisés dans l'accès aux médicaments essentiels et à la technologie.

« L'année 2008 devrait marquer un tournant dans les progrès accomplis en vue de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement, estime le Secrétaire général. Ce rapport est un coup de clairon. Il offre un aperçu précieux des domaines où la communauté internationale remplit ses engagements et de ceux où nous devons redoubler d'effort pour le deuxième volet du calendrier des OMD. Ce document représentera un outil utile quand les dirigeants du monde se réuniront pour la manifestation de haut niveau qui se tiendra à New York le 25 septembre afin de décider d'actions urgentes pour la réalisation des Objectifs. »

Aide et commerce – retards significatifs dans le suivi international

Même si les pays donateurs ont renforcé leur aide publique au développement (APD) depuis 2000, les flux d'aide ont diminué ces dernières années. Ils ont baissé de 4,7 pour cent en 2006 et d'encre 8,4 pour cent en 2007. En 2005, lors du Sommet du G-8 à Gleneagles, les pays donateurs ont promis d'augmenter l'apport total d'aide annuelle aux pays en développement à hauteur de 50 milliards de dollars d'ici 2010, mais la fourniture de cette aide ne répond pas aux attentes. Un accroissement des flux d'aide à hauteur de 18 milliards de dollars par an entre 2008 et 2010 permettrait d'atteindre les objectifs convenus et porterait le total de l'aide à environ 0,35 pour cent du produit

national brut des pays de l'OCDE, soit seulement la moitié des 0,7 pour cent que les Nations Unies s'étaient fixés comme objectif.

La rupture des négociations commerciales du cycle de Doha en juillet constitue un revers important pour les pays en développement qui cherchent à bénéficier des opportunités croissantes qu'offre le marché mondial afin de réduire la pauvreté. Le Cycle de Doha a été lancé en 2001, largement dans le but d'arriver à la réalisation d'un des Objectifs du Millénaire pour le développement, à savoir « la mise en place d'un système commercial et financier multilatéral ouvert, réglementé, prévisible et non discriminatoire ».

D'après le rapport, seulement 79 pour cent des exportations des pays les moins avancés bénéficient d'un accès en franchise aux marchés des pays développés. On est loin de l'objectif de 97 pour cent fixé en 2005. Les subventions agricoles ont également fait trébucher le cycle de Doha : on n'a assisté qu'à une faible réduction des droits de douane sur les exportations de produits agricoles, alors que les subventions agricoles dans les pays de l'OCDE restent élevées : 363 milliards de dollars en 2006, soit près de quatre fois le montant de l'APD la même année.

Quelques indices de progrès

Un allègement de la dette a été ou sera accordé à 33 des 41 pays remplissant les conditions requises, avec une annulation de plus de 90 pour cent de leur dette extérieure. Il reste à agir pour obtenir un allègement de la dette dans les huit autres pays, et pour en aider d'autres à améliorer leur gestion de la dette afin d'éviter de retomber dans le surendettement. En 2006, 52 pays en développement ont dépensé plus pour le service de la dette que dans le domaine de la santé publique et dix y ont consacré plus d'argent que pour l'éducation.

La pratique qui consiste à « lier » l'aide (de sorte que les bénéficiaires sont tenus d'acheter les biens et services des pays donateurs) a fortement diminué depuis 2001, selon le rapport. Mais beaucoup de critères concernant la qualité de l'aide (en particulier sa prévisibilité et son alignement sur les priorités nationales des pays en développement) doivent encore être améliorés.

Accès aux médicaments, à la technologie

L'accès aux médicaments essentiels, notamment pour lutter contre le VIH/sida, le paludisme et la tuberculose, s'est amélioré, mais il reste fort insuffisant tant dans le secteur public que privé, et vu les énormes différences de prix, ces médicaments ne sont généralement pas à la portée des pauvres. Selon le rapport, les médicaments disponibles dans le secteur public ne répondent qu'au tiers des besoins et coûtent en moyenne 250 pour cent de plus que le prix de référence international. Dans le secteur privé, deux tiers sont disponibles mais coûtent en moyenne 650 pour cent de plus que le prix de référence international.

Les pays en développement disposent d'un accès sans précédent aux nouvelles technologies de l'information et de la communication : plus de 77 pour cent de la population peuvent recevoir un signal pour les téléphones mobiles, contre 46 pour cent en 2001. En Afrique subsaharienne, ce chiffre est passé de 28 à 54 pour cent au cours de la même période. Mais le fossé numérique entre pays développés et en

développement continue de se creuser pour les technologies qui commandent le partage moderne de l'information (comme les connections internet à large bande). Il faut ajouter à cela le fait bien réel que 30 pour cent des habitants du monde en développement vivent toujours sans électricité.

Rôle important du partenariat dans les pays en développement

Le Groupe de travail relève le fait que beaucoup de nations en développement ont besoin de mieux incorporer les échanges commerciaux et la compétitivité à leurs stratégies de développement, afin de mieux profiter des opportunités commerciales. Beaucoup doivent aussi éliminer les taxes et droits de douane sur les médicaments essentiels et permettre la vente de molécules génériques à un prix moindre.

L'aide publique au développement non traditionnelle (venant de pays dont les gouvernements ne font pas partie du Comité d'aide au développement de l'OCDE) a augmenté de façon spectaculaire. Elle atteignait 5 pour cent de l'aide traditionnelle en 2006 (soit 5 milliards de dollars) et devrait arriver à 10 pour cent d'ici 2015. Le Groupe de travail note que les procédures de rapport opaques de certains donateurs non-traditionnels suggèrent que le total de l'aide pourrait être encore plus élevé. Mais l'absence de clarté des rapports donne également des inquiétudes sur le contenu et l'efficacité de cette aide.

Au total, le rapport met en évidence la nécessité d'entreprendre des actions d'une grande portée pour réaliser l'OMD 8, qui insiste sur le partenariat mondial qui doit appuyer les sept autres objectifs définis dans la Déclaration du Millénaire si l'on veut atteindre les cibles anti-pauvreté.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter

Michael Coleman, +1 212 906 5377, michael.coleman@undp.org
Margo Buchanan, +1 212 906 6592, margo.buchanan@undp.org
François Coutu, +1 917 367 8052, coutu@un.org
Martina Donlon, +1 212 963 6816, donlon@un.org

Site web : www.un.org/esa/policy/mdggap